

le pouvoir aux travailleurs

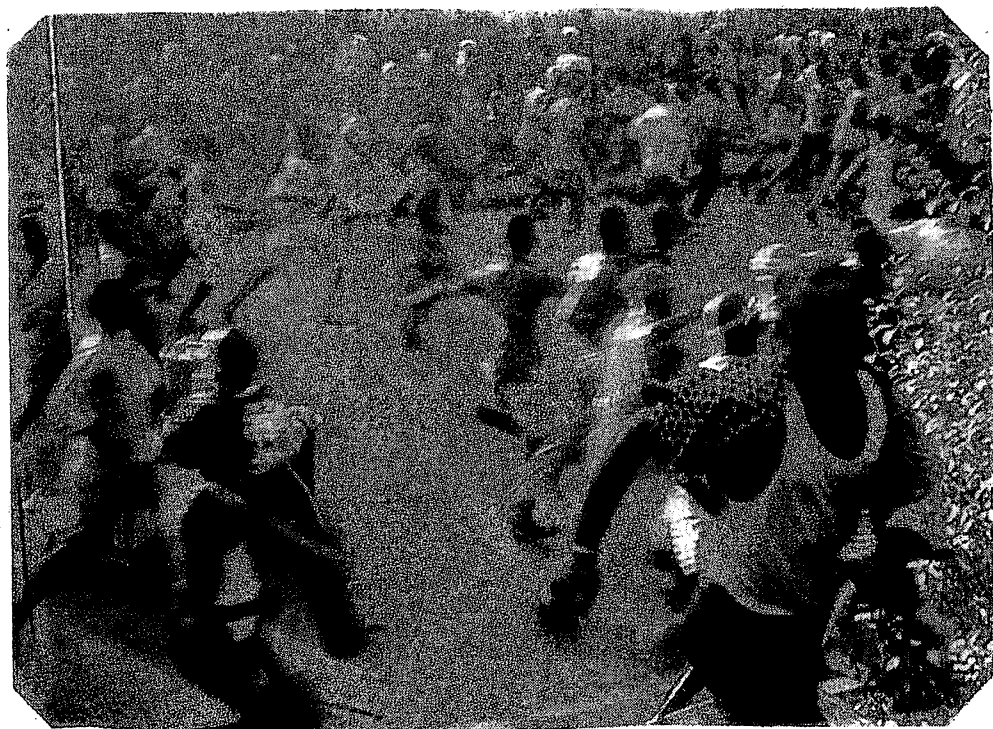
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 29 OCTOBRE 2 000

N° 280 PRIX 4 FF



C
O
P
I
E

D
I
V
O
I
R
E

LA BARBARIE XENOPHOBE

S'EST ABATTUE SUR ABOBO

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

COTE D'IVOIRE

Page 5
Côte d'Ivoire:
- La rue a porté
Gbagbo au pouvoir

**LA BARBARIE XENOPHOBE
S'EST ABATTUE SUR ABOBO**

Le jeudi 26 octobre restera gravé pour longtemps dans les mémoires des habitants de la commune d'abobo (quartier populaire d'Abidjan), où vit une multitude de communautés dont la grande majorité d'entre elles fait partie de la population pauvre de ce pays.

Page 7
- Leurs élections
présidentielles, leur
démocratie, pour
quelle politique?

Tout a commencé ce jeudi matin quand les partisans d'Alassane Ouattara, non contents - à juste raison - de l'élimination de leur candidat des élections présidentielles, ont tenu à manifester leur mécontentement en marchant, comme la veille, en direction du Plateau (centre d'Abidjan).

Page 10
- A propos du préten-
du "bon" coup d'Etat

page 11
-Mali: Amadou Toumani
Touré à la mangeoire?

La police et la gendarmerie ont laissé cette population mécontente se rassembler à certains endroits et même prendre le chemin du Plateau, jusqu'au moment où les plus avancés d'entre eux ont été bloqués par un barrage dressé par les forces de l'ordre, toujours dans la commune d'Abobo, peu avant Filtisac. A cet endroit-là, ils ont été accueilli à coup de bombes lacrymogènes et de matraques.

- Gabon: Bongo songe
à sa retraite

Page 22
Palestine: Une
explosion de colère
légitime

D'autres, ceux qui s'étaient rassemblés au quartier Habitat Sogefiha, ont été dispersés sur place par des tirs à balles réelles et par des jets de bombes lacrymogènes. A partir de ce moment-là, il s'engagera une course poursuite. Des manifestants dressaient des barricades à la hâte, dans leur retraite, pour se défendre face à cette barbarie des forces armées. Cette retraite s'avérera tout aussi mortelle pour les manifestants.

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER:

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Les fuyards seront, en effet, accueillis dans leur retraite par les partisans FPI-PDCI et de tous ceux empoisonnés par les propagandes ethnistes et xénophobes de leurs dirigeants respectifs durant toutes ces dernières années. De nombreux manifestants seront tabassés jusqu'à ce que mort s'ensuive. La barbarie va même jusqu'à s'en prendre à tous ceux qui portent boubou. Les gens du FPI filtraient même le quartier en demandant leur papier d'identité aux passants. Ce ne fut là que le commencement d'une journée de folie qui a gagné là

population. Les plus salauds dans les actes de tortures, si l'on peut mettre un degré dans cette barbarie, furent les étudiants proches de l'organisation estudiantine Fesci de Blé Goudé ainsi que les "désoeuivrés", pour ne pas dire les "loubards" ou le lumpenproletariat se vengeant sur plus faibles qu'eux. Tous ceux-là, surtout "les intellectuels" se sont particulièrement fait remarquer dans l'art de faire souffrir les innocents: ils purgeaient dans l'anus de ceux qu'ils avaient sous leurs mains de l'acide ou du formol.

Mais si la barbarie a atteint un summum, ce fut grâce à la sauvagerie de cette gendarmerie "loyaliste", cette élite choyée par Houphouët, puis par Bédié, qui s'était rangée par la suite dans le camp de Guéi avant de le lâcher à son tour pour prendre le camp de Gbagbo, quand il était manifeste que le vent avait bien tourné et que le camp gagnant était bien de ce côté-là. c'est cette gendarmerie que Gbagbo a qualifiée le jour même de ce carnage, jour de son investiture, de force "Républicaine" et qu'il a remerciée et saluée vivement.

C'est cette gendarmerie qui avait déployé ses forces dans tout le quartier, notamment le quartier "derrière rail", ainsi que le quartier "Sogefiha". Là, ces gendarmes poussaient les jeunes à déloger les "étrangers" et les "Dioulas" de leur maison, à les frapper, à piller leurs magasins. Les gendarmes, eux-mêmes, cassaient systématiquement toutes les vitres des véhicules Wôrô-wôrô et Gbagka, parce qu'appartenant aux "Dioulas" qualifiés du même coup aussi d'étrangers ou d'"envahisseurs".

Les gens pauvres, se sentant en danger, se sont allés se réfugier dans les mosquées, espérant trouver-là un abri plus sûr. Ce ne fut pas le cas. Le carnage a continué jusqu'à l'intérieur des mosquées.

Il y en a qui, dans leur fuite

se sont réfugiés chez les habitants du quartier, espérant trouver protection. Même là, très peu ont trouvé une âme charitable pour leur venir en aide. Pourquoi ?

Le résultat de cette journée, pour la seule commune d'Abobo, est de plusieurs dizaines de morts. Quant aux blessés, ils se comptent aussi par dizaines, sinon par centaines (aux dernières nouvelles, à Yopougon, autre quartier populaire, un charnier de 57 personnes a été découvert, ainsi que 17 autres corps flottant dans la lagune).

Il est significatif qu'"Amnesty international" ait demandé "aux forces de sécurité de protéger le droit humain de toute la population y compris ceux des citoyens de nationalité étrangère qui sont pris à partie par d'autres civils ou par certains membres des forces de l'ordre". Nous citons, ici, Amnesty international, qui a d'ailleurs ajouté que "le rôle des forces de l'ordre a été parfois ambigu" et "dans certains cas, les forces de sécurité se sont jointes aux partisans du Front Populaire Ivoirien (FPI) dans leur combat de rue contre les membres du Rassemblement des Républicains (RDR)...".

Il est par ailleurs bien significatif qu'aucun journal ayant pignon sur rue, en dehors du "Patriote", journal du RDR (le parti de Ouattara), n'ait dénoncé ce massacre. Bien au contraire, les journaux tels que "Soir-Info", un journal à but uniquement commercial, même lorsqu'ils en ont parlé, ce fut avec de petits articles en pages intérieures, avec un titre tendancieux comme : "manifestation du RDR, la Côte d'Ivoire a frôlé une guerre civile". Ce journal tendait à faire croire que les victimes du RDR étaient elles-mêmes les responsables de la violence ; ils ont plus dénoncé les barricades, sans même avoir parlé, pour ainsi dire, du massacre qui s'est produit.

Ne parlons même pas de "Notre

Voie", le journal du FPI, ce journal de xénophobes notoires, où en première page, il n'y avait aucun mot sur le massacre qu'il y a eu. Par contre, à l'intérieur de ce journal, un article intitulé "ADO ou la folie du désespoir" raconte que ce sont les partisans de Ouattara "blessant et tuant même quelquefois d'innocentes personnes". Et ce serait, selon ce journal, "face à cette agression barbare et lâche, (que) les citoyens se sont mobilisés" pour organiser "la riposte" (...). "Ainsi nombre de jeunes loubards ont-ils été lynchés par le public". "Au regard de tout ce qui précède, ajoute ce journal, il ne fait aucun doute que Alassane Dramane Ouattara est responsable de tous les morts de la journée du jeudi dernier".

Tous ceux qui ont été contaminés par le virus de la xénophobie et de l'anti-Dioula, très longtemps entretenu et nourri par le camp PDCI-FPI, qu'ils soient Bété, Baoulé, Ebrié, Agni ou autre, s'exprimeront dans les mêmes termes que ce journal du FPI, présentant les victimes comme des loubards dressant des barricades et "agressant la population". Ils oublient que juste la veille, les barricades étaient mille et mille fois plus nombreuses, pour faire tomber la dictature de Guéi. Un jour plus tard, par contre, ceux qui ont dressé les barricades pour réclamer de nouvelles élections un peu plus libres sont aussitôt qualifiés de "loubards", jusqu'à mériter la mort.

Comment en est-ont arrivé-là ?

Ces idées xénophobes, ethnistes, ne sont pas tombés du ciel. Dans leur course pour le pouvoir, les principaux concurrents, à commencer par Bédié et le PDCI d'abord, Laurent Gbagbo et le FPI ensuite, ont utilisé des armes ethniques et xénophobes contre leur concurrent commun Alassane Ouattara. Ainsi, pendant longtemps, ce ne sont pas seulement les médias d'Etat, radio et télé qui en ont fait de

larges échos à leur propagande. Mais ils étaient aussi relayés par les journaux d'état, "Fraternité-Matin" et "Ivoir'Soir", ainsi que "Notre Voie" ou sa défunte "La Voie",



Laurent Gbagbo:

"Pourquoi diantre voulez-vous que des étrangers votent et choisissent notre président?"

journal du FPI mais aussi tous les journaux satellites des différents petits partis tournant autour du FPI et du PDCI. Dans leurs manifestations et meetings respectifs, on pouvait voir des xénophobes notoires tel que Pépé Paul dans la première loge. Ne parlons même pas des journalistes qui tiennent une grande responsabilité dans les massacres qui ont suivi. Car la vraie violence était déjà dans les écrits. Ce sont seulement les plumes qui ont été remplacées ensuite par des machettes et des fusils des forces armées de l'Etat.

Toute cette barbarie, pour en arriver où ? A un gouvernement où chacun des protagonistes a une petite part, pour mener strictement la même politique au service de la classe exploiteuse. Oui, la population pauvre s'est déchirée entre elle de façon grave, peut-être irrémédiable, pour rien. Elle ne gagnera non seulement rien quel que soit le candidat qui a remporté les élections, mais ce qui est déjà certain, c'est qu'elle a déjà perdu au moins une chose qui lui restait: sa dignité d'homme, pour devenir pire que des animaux.

Les choses en resteront-elles là? Rien n'est moins sûr. Même si cela était le cas, chaque communauté vivrait dans la crainte de l'autre. Vivre de cette façon quand on habite Cocody, Riviera Golf ou dans les quartiers chics du Plateau, dans des appartements ou des maisons individuelles, ce n'est pas très difficile, on peut continuer à vivre comme par le passé, surtout quand on a de l'argent pour mettre ses enfants à l'abri vers des cieux plus cléments, ce qui est le cas des dirigeants politiques, des riches et à la limite, de la classe moyenne. Mais à Abobo? Tous ceux qui vivent à l'intérieur des cours communes souvent exigües, partageant de tous petits espaces, les mêmes toilettes, les mêmes espaces de repos, etc, se chevauchant les uns sur les autres dans les marchés, les dispensaires

et les maternités, comment vont-ils faire? Déjà, la vie était bien difficile par le passé. Mais au moins, il existait entre tous une certaine solidarité facilitant bien des choses. Mais maintenant, comment toute cette population va-t-elle faire? Ne tombera-t-elle pas dans une spirale de guerre ethnico-xénophobe, entraînant une "rwandisation" du pays? Tout cela est possible. Et ceux qui ont incidieusement cultivé ce poison, à savoir Bédié, Gbagbo et consorts, ne l'ignorent pas. Voilà en quoi, ils sont criminels. Maintenant, on reverra ces mêmes acteurs venir faire les pompiers, en se donnant le bon rôle... jusqu'aux prochaines élections, dans 5 ans, ou moins s'ils estiment que c'est nécessaire de jeter à nouveau les gens pauvres les uns contre les autres.

COTE D'IVOIRE

LA RUE A PORTE GBAGBO AU POUVOIR!

Les résultats des élections présidentielles se faisaient attendre, avec suspense, quand le mardi 24 octobre vers 14H, deux jours après le scrutin, le ministère de l'Intérieur a annoncé, par le canal de la radio et de la télé, la dissolution de la CNE (Commission Nationale Electorale) et la proclamation de la victoire du général Guéi, avec 52% des suffrages exprimés.

Aussitôt, les rues ont été prises d'assaut par des milliers et des milliers de manifestants en colère contre ce "hold-up électoral" en scandant "Gbagbo président!". Déjà, des colonnes entières de manifestants ont pris le chemin du Plateau pour manifester leur colère et faire pression sur le général Guéi.

Loin de mesurer le rapport des forces, le général Guéi est même apparu sur les antennes de la radio et de la télé pour annoncer lui-même sa victoire dès le premier tour et

remercier les Ivoiriens qui ont voté pour lui.

Gbagbo, voyant que la rue lui était totalement favorable et qu'il était assuré du soutien et de la protection de l'impérialisme français, a annoncé à son tour sa victoire et a demandé ce qui était déjà un fait: la mobilisation de la rue.

Si le camp militaire d'Akouédo était le bastion le plus sûr du Général Guéi, ce n'était pas vraiment le cas de la gendarmerie et des commandos bérets rouges de Koumassi. Voyant cette foule immense déterminée à en découdre avec le pouvoir en place, dès le matin à la première heure du mercredi 25, ceux-ci ont vite fait de basculer dans l'autre camp, celui de Gbagbo, appelé aussi par eux et les journalistes, le camp des "loyalistes".

Mais ce ralliement s'est fait bien timidement, au fur et à mesure.

En effet, au départ, les militaires se contentaient de montrer leur neutralité face aux tirs venant du camp armé de Guéi. Ils avaient rallié les masses mais pas au point de retourner leurs armes contre leurs collègues d'en face. Et quand la foule réclamait des armes, ils leur disaient, "on arrive, on arrive". Ils étaient là debout sur le bord des voies. On voyait bien que ces soldats du rang n'avaient pas eu des instructions formelles de leur état-major pour un soutien franc à cette masse dans la rue.

Par contre, les gendarmes ont été bien les premiers à basculer franchement de ce côté-ci, avec armes et bagages. Mais là encore, à aucun moment, ils n'ont osé

distribuer des armes aux manifestants. Ils se contentaient de les encadrer et de riposter quelquefois, de façon très timide.

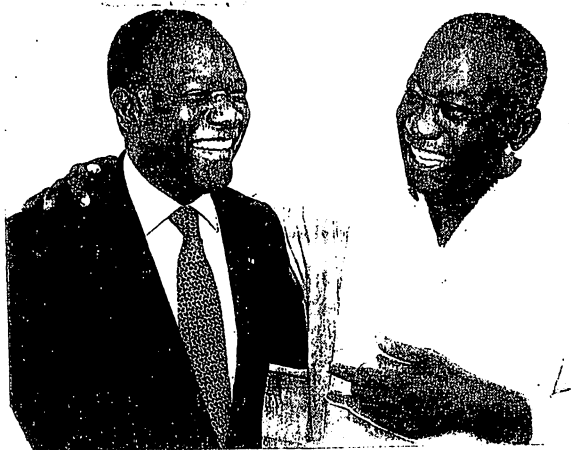
Vu le rapport des forces sur le terrain qui tournait en faveur des manifestants, il était évident que les forces armées fidèles jusque-là à Guéi allaient basculer de l'autre côté, les unes après les autres, pour finalement voir l'état-major des forces armées lui-même dans son ensemble faire allégeance à Gbagbo ce même jour du 25 octobre.

Quant à la foule elle-même, si elle montrait son courage en exhibant sa poitrine aux balles de ceux d'en face, elle n'a pas été jusqu'à chercher des fusils pour riposter à son tour.

COTE D'IVOIRE

LES MORTS NE SONT PAS ENCORE ENTERRES MAIS ILS S'EMBRASSENT DEJA!

La première sortie de "la première dame de Côte d'Ivoire" fut donc la tournée des hôpitaux, pour "rendre hommage à tous les martyrs de la liberté". Visite tout à fait compréhensible, vu que c'est grâce à la rue, grâce à tous les tués, tous les blessés que son parti, le FPI, accède aujourd'hui au pouvoir.



Quattara et Bgabo:

Accolade au lendemain
des massacres

Pourtant, les téléspectateurs qui ont regardé les informations télévisées de ce vendredi 27 octobre à 20H ont peut-être été bien surpris, voire révoltés, de voir Mme Gbagbo en train d'embrasser Balla Keïta. D'autant plus qu'on ne l'a pas vue embrasser les autres blessés, les inconnus grâce à qui son parti a remporté la victoire. Non pas parce que celui-ci est connu pour son anti-alassanisme et surtout sa haine des "étrangers" qu'il exprime ouvertement et sans détour. De ce côté-là, les Gbagbo et surtout les journalistes à leur solde, en ont fait tout autant. Non, ce qui pouvait choquer c'est que Balla Keïta, était aussi, par ailleurs, "conseiller" de Guéi. Il lui est surtout resté fidèle jusqu'au bout, jusqu'à assumer la responsabilité de l'envoi de l'armée pour tirer sur les manifestants qui scandaient "Gbagbo président".

C'est par conséquent à Balla Keïta que tous ces blessés, auxquels Mme Gbagbo a rendu visite, doivent,

au moins en partie, leurs blessures, sinon leurs morts qu'on n'a pas encore fini de dénombrer.

Le voilà ce Balla Kéita soigné aujourd'hui à la Pisam, dans la clinique la plus chère du pays, sans aucun doute aux frais des contribuables, après avoir été tabassé par des militaires victorieux du camp de Gbagbo.

Au total, les Bédié, Gbagbo, Ouattara et consorts ont entraîné le pays dans la barbarie, pour finalement s'embrasser entre eux. Comme pour dire, à ceux qui ne l'ont pas encore compris, messieurs, mesdames, la partie est terminée, il faut retourner vaquer à vos occupations.

Et pourtant, c'est bien ce qui se passe. Pour ces gens-là, en effet, tout cela n'est qu'un jeu entre gens d'un même monde. Ils se côtoient, probablement, dans leur vie de tous les jours, dans les salons et les restaurants de luxe. Le camp qui a gagné la partie

l'emporte pour les 5 ans à venir: il a gagné le droit de décider à qui revient telle part du gâteau.

Tant pis, pour tous ceux qui ont laissé leur peau ou qui sont blessés ; tant pis, pour toute la haine qu'ils ont semée sur leur passage et qui ne s'effacera pas de si tôt; tant pis, si dans les quartiers populaires, dans les cours communes, la vie devient invivable et ne sera plus comme avant. Tant pis, aussi, pour tous ceux qui ont cru qu'il y avait un réel enjeu ; un changement au bout de cette lutte et qui ont engagé leur vie, sans avoir rien compris.

Et pourtant, il est bien vrai que la partie semble être bien terminée. Le FPI peut commencer à distribuer la part qui revient à chacun d'entre eux. Même cette crapule de Bédié aura peut-être la sienne. Quant aux "masses" qui ont supporté un camp ou un autre, elles peuvent retourner se faire exploiter si elles trouvent du travail.

COTE D'IVOIRE

LEURS ELECTIONS PRESIDENTIELLES, LEUR DEMOCRATIE, POUR QUELLE POLITIQUE?

Dans cette démocratie bourgeoise, vous n'avez pas le droit de vote si vous n'avez pas en votre possession un bout de papier que les colons ont institué, qui s'appelle "carte nationale d'identité" ou si vous n'avez pas atteint l'âge minimum requis de 18 ans. Ce qui ne vous empêche d'ailleurs pas de vous faire exploiter par la bourgeoisie et de payer vos impôts. Les "boys" et les "servantes" ou des apprentis dans le bâtiment peuvent exercer dans cette société dès l'âge de 11 ans, quand ce n'est pas moins.

Cela dit, si l'on regarde les résultats du gagnant, le candidat du FPI, Laurent Gbagbo, a obtenu 1,06 millions de voix. Ce qui veut dire

qu'une personne sur 15 a effectivement voté pour lui, soit 7% de la population. Mais comme la règle veut que la comparaison soit faite avec le nombre des voix qui se sont effectivement exprimées, c'est-à-dire les 1,8 millions de personnes, le pourcentage obtenu pour le candidat gagnant est de 59,36 %, c'est-à-dire la majorité des suffrage exprimés.

Démocratique ou pas, c'est de cette façon que la bourgeoisie renouvelle son personnel politique, quand ce n'est pas par un coup d'Etat. Ce qui est le plus souvent le cas dans les pays pauvres.

Mais cette démocratie a encore bien d'autres limites. Par

exemple, lors de ces dernières élections, même si les 14 ou 19 candidats qui s'étaient présentés avaient été tous retenus, les électeurs auraient eu, certes, un plus grand choix. Mais un choix parmi autant de candidats bourgeois. Et quand ils ne sont pas bourgeois eux-mêmes, ils sont tout acquis à la cause de la bourgeoisie, dont ils partagent au moins le mode de vie et de pensée.

En Côte d'Ivoire, par exemple, il n'y a jamais eu de candidat ouvrier s'exprimant au nom de la classe ouvrière. Le voudrait-il qu'il faudrait qu'il réunisse les 20 millions de francs de caution obligatoire, soit 45 ans de salaires sur la base des 36.600F que constitue le salaire minimum actuel. Sans oublier qu'il faut ensuite que ce dernier mène une campagne électorale tout aussi coûteuse, en abandonnant son travail, le temps de la campagne électorale, c'est-à-dire sa seule source de revenus d'ouvrier. Tout ça n'est certes pas très démocratique.

Pourtant, cette démocratie a encore bien d'autres restrictions. Le candidat élu mènera la politique qu'il veut, durant ses 5 ans de pouvoir, sans qu'aucun des électeurs qui l'a élu n'ait le droit de regard, ni de contrôle. Le parlement dans un pays pauvre comme la Côte d'Ivoire n'est certainement pas un contre-pouvoir, qu'il ne l'est d'ailleurs même dans des pays comme la France. Il n'est qu'une chambre où les différents partis politiques casent leur coterie pour toucher un revenu non négligeable et bien d'autres avantages, tout aussi non négligeables, dont ils se servent pour faire des affaires. En Côte d'Ivoire, ce phénomène est encore bien plus visible, car quel

parlementaire par le passé n'était pas en même temps un homme d'affaires ?

Par ailleurs, certains représentants du parti de Gbagbo ont été membres du gouvernement de Guéi. On ne les a pas entendu proposer une autre politique que la politique d'austérité de Guéi. Il est évident que la politique qui sera menée par la nouvelle équipe FPI au pouvoir sera en faveur de la minorité exploiteuse, contre les intérêts de la majorité de la population.

Les riches ou plutôt leurs représentants présents lors de l'investiture de Gbagbo, eux, ne se trompent pas. Leurs applaudissements nourris, aux discours de circonstance du nouveau président élu sont significatifs. Car eux, ils ont compris qu'il est un des leurs.

Laurent Gbagbo s'est bien empressé d'annoncer, avant même que les élections aient lieu, qu'il était prêt à "honorer les engagements de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de la communauté internationale", s'il était élu. Qu'est-ce à dire sinon continuer à rembourser plus de 1000 milliards de francs par an, pour le compte de l'impérialisme. C'est-à-dire quelque 52 % du budget total de l'Etat, alors que personne en dehors de la petite clique autour de Houphouët et de Bédié n'a vu la couleur de cet argent ? Il n'empêche que c'est le peuple qui continuera à payer cette dette. Et c'est "le candidat des pauvres" qui se chargera de leur faire les poches ! Quant à Bédié, ce voleur notoire, il peut rentrer au bercail tranquille. Selon certaines rumeurs, il serait même préconisé comme président du futur parlement. Comme quoi il n'y a aucune différence entre eux.

COTE D'IVOIRE**ON PREND LES MEMES
ET ON RECOMMENCE !**

Le nouveau gouvernement comprend 23 ministres, dont 3 postes attribués au PDCI et 2 au PIT. Si le RDR ne fait pas partie de la nouvelle équipe gouvernementale, ce n'est que partie remise.

Ce dernier a pour l'instant décliné l'offre. Ca serait trop voyant, vu la barbarie xénophobe et ethnique qui s'est abattue sur "ses militants", par la grâce de cette armée, police et gendarmerie "républicaine" que Gbagbo a tenu à "saluer" et à "remercier", le jour même de son investiture.

Barbarie qui, malheureusement, a été perpétrée avec la collaboration active des "militants" du FPI, pour ne pas dire de tous ceux qui ont la haine des

"étrangers", contaminés qu'ils sont par leurs propres dirigeants politiques qui l'ont distillée durant ces dernières années.

Tout ça, en fin de compte, dans l'objectif pour les dirigeants politiques et leur petite clique, de s'attribuer la plus grande part du gâteau que constitue le partage de quelques sinécures dans l'appareil gouvernemental.

Ce partage s'est donc fait sur la base des alliances et des rapports de forces entre les différents partis pour, finalement, mener une politique à peine différente les unes des autres- si différence il y a - au service de la même classe bourgeoise, à l'aide du même appareil d'Etat bourgeois.

**LA GENDARMERIE "REPUBLICAINE"
A L'OEUVRE**

Les locaux du journal "Le Libéral", un journal proche du RDR, ont été saccagés et le matériel détruit par la gendarmerie, le jeudi 26 octobre. Quant au rédacteur en chef de ce journal, il a été "envoyé à Agban" où il a été "battu à coups de bâton et de chicote".

Les locaux du quotidien "La

Référence", un autre journal proche du RDR, ont été aussi "saccagés par les partisans de Gbagbo", le même jour.

L'appareil répressif de l'Etat est le même qu'avant. Alors, la démocratie de Gbagbo, dans tout cela? Que des mots!

**CIVILS OU MILITAIRES
LES DICTATEURS SE SUCCEDENT
L'ORDRE IMPERIALISTE
ET LA MISERE DEMEURENT**

Houphouët Boigny le premier président de la Côte d'Ivoire avait d'abord été un ministre de la France sous la IVème république. Arrivé au pouvoir avec l'appui du pouvoir colonial il a exercé une dictature féroce sur le pays. Il ne toléra aucune contestation. En dehors de son parti le PDCI, aucun autre n'était autorisé durant une trentaine d'années. C'est grâce à la dictature de ce régime que les

capitalistes français tels que Bouygues, Bolloré et bien d'autres ont pu prospérer.

Après sa mort en 1993 son dauphin Bédié prit la relève et bénéficia à son tour du soutien de Paris pendant que Washington et certains milieux financiers faisaient état de leur préférence en la personne de Ouattara. Ce dernier avait été successivement le premier

ministre de Houphouët puis haut fonctionnaire du FMI. A l'élection présidentielle de 1995, Bédié a réussi à empêcher son dangereux rival Ouattara (alors allié à Gbagbo) de se présenter. Les grandes puissances n'étaient pas très regardantes du moment que le vainqueur du moment leur soit obéissant en même temps qu'il soit capable de faire accepter de gré ou de force ce système injuste à la population.

Mais le régime de Bédié était tellement pourri et honni qu'une poignée de militaires a réussi à le faire tomber sans qu'il n'ait pu bénéficier d'un quelconque appui dans le pays. Bien que le gouvernement français ait assuré sa protection et organisé sa fuite puis son exil en métropole, il le lâcha politiquement au profit du nouveau maître des lieux, le général Guéi. Les dirigeants français se contentèrent de timides protestations tout en comptant sur lui pour organiser des nouvelles élections "transparentes" où les

principaux candidats auraient la possibilité de se présenter. Lorsque Guéi avec la complicité du Conseil Constitutionnel écarta 14 candidats sur 19, les dirigeants français ne protestèrent que pour la forme.

Aujourd'hui Chirac et Jospin sont d'accord à quelques nuances près pour reconnaître Gbagbo comme président.

Du côté de Washington, les réactions étaient plus fluctuantes au gré de l'évolution de la situation. On qualifia d'abord le scrutin de "mascarade". Le département d'Etat se contenta par la suite de demander au nouveau régime d'organiser des élections législatives "justes et libres (pour) restaurer la pleine légitimité du gouvernement".

Après tout pour ces gens-là, le plus important n'est-il pas que le calme et la stabilité indispensables à la bonne marche de l'ordre impérialiste dans cette région soient assurés?

COTE D'IVOIRE

A PROPOS DU PRETENDU "BON" COUP D'ETAT

Au début de cette année, le monde politique africain voyait d'un bon oeil l'oeuvre des sous-officiers et officiers ivoiriens qui ont débarrassé le pays du dictateur Konan Bédié. D'autant plus que le chef de la junte, le général Guéi a déclarait qu'il allait donner un coup de balai dans la maison et transmettre ensuite le pouvoir aux civils après des élections libres et démocratiques. Et à cette époque, les médias et certains intellectuels déclaraient que c'était un exemple que des jeunes officiers devraient suivre pour débarrasser certains pays d'Afrique des présidents qui s'accrochent à leur fauteuil.

C'était le cas d'Abdoulaye Wade qui suggérait à l'époque, à peine à

demi-mots, aux petits officiers de l'armée et la police de faire la même chose au Sénégal. Il est bien vrai que pour ce dernier les choses se sont passées autrement. Il est arrivé au pouvoir, en battant aux élections Abdou Diouf. Et ce dernier n'a pas fait des difficultés pour accepter son échec.

De toute manière pendant un certain temps dans ce milieu politique les intellectuels tergiversaient en disant qu'en Côte d'Ivoire c'était un bon coup d'Etat. Et que pour éviter un mauvais coup d'Etat il fallait suivre l'exemple du Général Guéi. Ils croyaient tous que ce dernier allait balayer la maison et passer le pouvoir aux civils.

En attendant que nos intellectuels discutent le pour et le contre, Guéi s'est maintenu au pouvoir. Il a manœuvré pour écarter certains candidats comme Ouattara sous prétexte de son origine étrangère. En bref il a continué la même politique que Bédié. Il a ainsi accentué la montée de la xénophobie dans ce pays où presque le tiers de la population est d'origine

étrangère.

Nos intellectuels sont tout de suite perdus lorsqu'une situation ne correspond pas au schéma classique des coups d'Etat. Ils ont, encore une fois, raté l'occasion de se taire. Leur naïveté politique est sans borne. Ils n'ont rien à proposer aux populations africaines qui sont victimes de l'exploitation et de la dictature féroce.

M A L I

AMADOU TOUMANI TOURE CHERCHE-T-IL A REVENIR A LA MANGEOIRE?

Quand on a déjà goûté aux délices du pouvoir, on a toujours bien envie d'y revenir. Autrement dit, selon un dicton africain: "La bouche qui a tété n'oublie pas le goût du lait". C'est le cas par exemple de Amadou Toumani Touré. Sera-t-il candidat à l'élection présidentielle prévue en avril 2002? Pour le moment il laisse le soin à son entourage de faire courir le bruit. Un des ses proches affirme: "ATT sera de la prochaine bataille électorale. Il lui reste à régler quelques questions comme son statut militaire et le financement de sa campagne".

Interrogé sur cette déclaration, ATT reste volontairement dans le vague: "Je réfléchis encore et je vous assure n'avoir pris aucune décision". En réalité, il veut bien revenir à la

mangeoire, et il tâte le terrain. Mais par démagogie, il ne veut pas l'annoncer lui-même.

Pour cet ancien président du Mali, se présenter à cette élection n'est qu'une formalité. Le problème est de savoir si, plus de huit ans après son départ de la présidence, sa popularité n'est pas encore entamée, et si celle-ci peut éventuellement le porter au pouvoir.

En tout cas, si ATT se présente, et s'il est élu, il ne fera pas de miracle. Il deviendra, comme les autres présidents du Mali, le gérant des affaires des capitalistes nationaux et internationaux. Quant aux pauvres, leur sort ne va pas changer. Ce sera toujours la misère et l'exploitation s'ils laissent leur sort dans les mains des démagogues comme ATT ou autres.

G A B O N

BONGO SONGE A SA RETRAITE

Le dictateur Bongo qui, avec Eyadema du Togo, fait partie du club des vieux crocodiles des anciennes colonies françaises d'Afrique, songe-t-il enfin à sa retraite dorée? Il vient de soumettre au parlement gabonais presque entièrement à sa dévotion une loi sur l'immunité totale d'un président de la république, même lorsqu'il ne sera plus en fonction. Voilà ce

qu'on appelle du sur mesure ! Cette loi a été présentée par le dictateur comme une nécessité pour "favoriser l'alternance" au Gabon.

En tout cas, s'il y a une chose que Bongo tient à "favoriser" le plus, c'est son impunité totale sur les milliards et les milliards qu'il a détournés des caisses de son pays. Le Gabon est un pays possédant

d'importantes richesses naturelles (bois, pétrole et autres minerais) mais la population n'en a aucunement profité pour la simple raison qu'elles ont été littéralement pillées par les trusts mais aussi

par les dirigeants, Bongo en premier. Et aucune loi, fût-elle votée à 100% au parlement, ne pourra empêcher les exploités gabonais de faire un jour rendre gorge à tous ces voleurs.

CENTRAFRIQUE

LA PEUR D'ETRE RENVERSE REND PATASSE "GENEREUX"

Les fonctionnaires centrafricains n'ont pas touché leurs salaires depuis douze mois. La raison avancée par le dictateur Patassé est que l'Etat n'aurait plus d'argent. Mais ce n'est pas la première fois qu'un tel retard dans les paiements de salaires arrive dans ce pays. Plusieurs mutineries de soldats mécontents ont déjà éclaté dans un passé pas si lointain. Il faut se rappeler que c'est pour mettre fin à ces mutineries fréquentes que Patassé avait fait appel à l'OUA pour que celle-ci lui envoie en renfort des soldats africains. C'est ainsi que la Côte d'Ivoire, à l'époque sous Bédié, y avait envoyé un contingent sous la bannière de l'OUA. Rappelons aussi que ce sont ces soldats ivoiriens qui, de retour en Côte d'Ivoire, s'étaient mutinés, à la veille de Noël 1999 pour que Bédié leur paye les indemnités auxquelles ils avaient droit. C'est cette mutinerie qui mit fin au régime de

Bédié, en portant Robert Guéi au pouvoir. Le dictateur centrafricain, Patassé, est certainement bien placé pour savoir que lui aussi pourrait être balayé, ou par une mutinerie ou par une grève générale des fonctionnaires ou bien pourquoi pas, par les deux à la fois.

C'est cette peur qui lui a donné un accès de "générosité". Il aurait "offert", "de sa propre poche" une somme de 10 millions de dollars à l'Etat centrafricain afin de l'aider à payer une partie des salaires des ces fonctionnaires. C'est la preuve que lui au moins s'était bien servi pendant qu'il serrait la ceinture aux fonctionnaires et à l'ensemble de la population pauvre de son pays. Et il est sûr que les 10 millions de dollars qu'il a sortis comme un pourboire ne constituent qu'une infime partie de l'argent qu'il s'est mis de côté depuis qu'il est au pouvoir.

PALESTINE

UNE EXPLOSION DE COLERE LEGITIME

Depuis plusieurs semaines, le peuple palestinien a repris l'"intifada" ou la "guerre des pierres" contre l'Etat d'Israël. Cette révolte a commencé comme une riposte spontanée à la provocation d'un général israélien d'extrême droite, Ariel Sharon.

En effet, cet homme, responsable de la mort des milliers de Palestiniens massacrés dans les

camps de Sabra et Chatila, au Sud-Liban, est à juste titre très détesté des masses palestiniennes et il le savait. Mais cela ne l'a pas empêché de faire une "visite" sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Des Palestiniens, notamment des jeunes, ont pris cette visite comme une façon de les narguer. Aussi, ils ont immédiatement réagi en exprimant leur colère avec des jets de

pierres. Des soldats israéliens n'ont pas hésité à tirer des balles réelles sur des manifestants, entraînant en quelques jours plusieurs morts et de nombreux blessés.

La provocation d'Ariel Sharon a servi en fait d'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Car la situation dans cette région du monde a toujours été explosive, depuis que les Palestiniens ont été expropriés d'une partie de leur territoire pour créer l'Etat d'Israël en 1947-48. Leurs frustrations et leur colère s'accumulent depuis des décennies, d'autant que les autorités israéliennes encouragent l'installation des colonies juives dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

D'un côté, dans ces territoires occupés, les colons juifs construisent des logements, font des exploitations agricoles, bref, ils organisent leur vie comme ils l'entendent. Leur niveau de vie ainsi que celui de l'ensemble des Israéliens est comparable dans une certaine mesure à celui des pays d'Europe. De l'autre, les Palestiniens sont privés de tout, même du droit élémentaire de circuler librement. Ils vivent dans une misère insupportable, enfermés dans leurs territoires comme dans de véritables camps de concentration.

Cette situation est une véritable poudrière dont les autorités israéliennes portent une lourde responsabilité par leur politique d'injustice, d'exclusion et de répression. A cette responsabilité s'ajoute celle, écrasante de l'impérialisme, notamment américain. Car c'est les Etats-Unis qui assurent la protection de l'Etat hébreu. Et en échange, celui-ci joue le rôle de gendarme pour maintenir l'ordre impérialiste dans cette région du

monde.

C'est pourquoi, chaque fois qu'il y a une explosion de colère des Palestiniens, elle est dirigée à la fois contre Israël et ses protecteurs, les USA.

Malgré le rapport des forces totalement disproportionné, loin de se résigner, le peuple palestinien se bat avec un courage admirable contre l'oppression et l'injustice. Cela était par exemple le cas de l'Intifada de 1987 qui a duré plusieurs années et obligé les dirigeants israéliens à signer les accords d'Oslo en 1993, reconnaissant aux dirigeants palestiniens un semblant d'autonomie appelée "autorité palestinienne".

Les Palestiniens savent que pour arracher la moindre concession à Israël, ils ne peuvent le faire que par leurs luttes. C'est pourquoi ils n'ont pas hésité à s'attaquer les mains nues à l'armée israélienne, renouant ainsi avec la guerre des pierres face à laquelle les dirigeants israéliens s'étaient montrés impuissants.

Cependant, faute d'une politique qui soit à la hauteur de leur détermination et de leur courage, leurs luttes et leurs sacrifices risquent de rester dans l'impasse. Pourtant, il est possible que les masses palestiniennes et les exploités israéliens s'entendent et vivent ensemble. Mais pour cela il est indispensable que les uns et les autres trouvent le chemin de leur unité dans une même lutte contre la bourgeoisie israélienne et les dirigeants palestiniens. Une telle lutte dirigée avant tout contre l'impérialisme pourrait trouver des échos dans les autres pays arabes et entraîner la mobilisation des masses arabes, victimes elles aussi de l'exploitation capitaliste, du manque de liberté et de nombreuses formes d'oppressions.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.